

Réforme des retraites : ne les laissons pas oser !

Alors qu'un jeune militant vient de se faire assassiner par des fascistes, plus que jamais la question du lien entre régression sociale et influence accrue de l'extrême droite doit connaître d'autres réponses que son accompagnement, de brevets de respectabilité républicaine décernés au FN.

Dissoudre les milices fascistes ne suffit pas à éradiquer les racines du mal profond dont souffre notre pays, à savoir une crise sociale inouïe.

S'il est une priorité à dissoudre, c'est le fonds de commerce de l'extrême droite qu'est la précarité sociale issue des politiques libérales européenne et mondiale dans lesquelles le gouvernement se plie.

De la sorte, ce n'est pas en s'inspirant, sur le fonds et sur la forme, des précédentes réformes des retraites qu'il pourrait regagner une confiance déjà largement écornée. Ce n'est pas en opposant public et privé, en piquant à Sarkozy ce qu'il n'a pas pu tout faire contre les fonctionnaires, en envisageant une baisse des pensions déjà bien amputée de son pouvoir d'achat que les salariés et les retraités pourraient y voir la moindre marque de progrès social.

A l'inverse, comme le préconise la CGT, il faut une réforme du financement des retraites structurelle qui s'appuie sur l'emploi, les salaires, la croissance.

Oui, vraiment ne les laissons pas oser faire de la réforme des retraites la complémentaire de l'ANI. Ils ont déjà trop fait à l'envers de ce qu'ils avaient promis.

Le 25 juin, à l'appel de notre UFR, pour une interpellation par les retraités de la Poste et de France Télécoms, sera une étape dans l'ensemble des initiatives que la CGT se veut être à la pointe et les plus unitaires possibles à un moment où tout le syndicalisme se devrait de relever la tête pour imposer les revendications.

ANI

Le conseil d'état vient de ratifier la loi sur l'ANI votée par le parlement et aussitôt publié dès le lendemain au journal officiel par le gouvernement. Les cadeaux au patronat ne doivent pas attendre. La bataille ne s'arrête pas là. La CGT appelle ses organisations à organiser les luttes pour mettre en échec l'application de cette loi, de participer aux actions et rassemblements prévus notamment le 13 Juin avec la CES et le 19 Juin à Paris.

Les jours heureux !

La commémoration du 70^{ème} anniversaire de la création du Conseil National de la Résistance le 27 mai 1943 s'est déroulée sans grand apparat. Et pourtant nombreux sont ceux, hommes politiques, qui se recommandent de l'héritage du CNR, de l'engagement, du courage, des valeurs... mais ne font rien pour maintenir les acquis de son programme économique et social «*les jours heureux*».

Un programme qui répondait aux aspirations sociales du monde du travail : tels, le statut de la Fonction Publique, les nationalisations, les services publics, la sécurité sociale et le régime de retraite, tout ce qui fait l'exceptionnalité française et qui sont plus que jamais l'objet d'un affrontement considérable de la part du patronat et de la droite. Ce patronat qui n'a pas participé au CNR, pour cause de son attitude pendant la guerre. On peut comprendre son acharnement dans la remise en cause de la protection sociale en connaissant l'histoire de la construction de ce système, système de socialisation et de solidarité... et le poids des syndicalistes, des communistes et une partie des socialistes dans l'élaboration de ce programme. En s'appuyant sur les choix de l'Europe libérale et de ses traités antisociaux, certains veulent briser les dogmes, faire oublier les acquis des luttes, les luttes pour la paix, la liberté, d'autres ne résistent pas. Cela exige une vigilance de tous les instants avec le gouvernement actuel. Dans la situation actuelle, "Le programme du CNR prend une valeur encore plus importante" dit Georges Séguy «*la liberté, l'égalité et la fraternité restent virtuelles tant qu'elles ne sont pas accompagnées par le progrès social*».

Dividendes et évasion fiscale : Des moyens pour une autre politique.

Les dividendes des grandes entreprises ont été multipliés par 7 en 20 ans, alors qu'ils ont été divisés par 5 pour les PME. Malgré cela il faut tout le cynisme du MEDEF pour réclamer de nouvelles baisses de charges. Quand aux **600 milliards** d'avoires dissimulés dans les paradis fiscaux par des français (banques, entreprises et particuliers dont nous ne faisons pas partie) gageons qu'ils pourraient servir à améliorer la vie des salariés et enfin augmenter salaires et pensions.

Colloque national des facteurs

L'IHS vient d'organiser un colloque sur «*Le facteur et son devenir*» 170 participants 50% actifs 50% retraités et 30% de femmes ont planché sur l'histoire de ce métier emblématique du service public, de sa place dans le développement de la société et de son rôle social. Un livre retracera l'intégralité de ces travaux.

Mobilisation pour les Retraites

Les médias voudraient faire croire que les français sont fatalistes sur la dégradation de la situation, l'inévitable augmentation de l'âge pour la prendre, et la baisse des pensions... Un récent sondage [*Humanité du 3 juin*] confirme qu'au contraire le niveau d'inquiétude a particulièrement évolué depuis 2003, atteignant 83 %. Une nette majorité (64 %) privilégie la mise à contribution des revenus financiers pour garantir le financement du système de retraites. Ils n'étaient que 50 % en 2010.

A noter que 74 % des électeurs (au 1^{er} tour) de François Hollande sont d'accord avec cette proposition, mais aussi 54 % des électeurs de Nicolas Sarkozy. Et 78 % se disent prêts à s'engager pour défendre le niveau de leur retraite.

Vie nouvelle
m'informe
donc je m'abonne
6 numéros par an
au prix de 14,90€

Santé : un premier succès dans le Béarn

Depuis le mois de décembre 2012 la section Béarn des retraités de la FAPT est mobilisée sur les marchés, devant l'hôpital, les cliniques privées pour faire cesser le scandale inhumain des dépassements d'honoraires médicaux et la réouverture d'un service d'urologie dans l'hôpital public.

Près de 2500 signatures et autant de débats à ce jour viennent d'aboutir à un brèche importante dans ce système inique : enfin ce service devient accessible à partir du 17 mai 2013 dans l'hôpital, par des médecins de la clinique privée toute proche, pour des consultations prises en charge en secteur 1 et le cas échéant toujours en secteur une pour une intervention chirurgicale consécutive.

Cette première avancée est le fruit d'une mobilisation tenace et inscrite dans le temps, elle s'est élargie aux autres catégories de retraités et de salariés du Béarn avec l'USR 64. Leur combat continue et appelle à être élargi.

13 juin 2013 : action nationale à La Poste

La CGT FAPT a appelé les personnels de la Poste à être massivement dans l'action y compris par la grève le 13 juin. Leur intervention est d'autant plus indispensable qu'après l'épisode du « grand dialogue social » et du « rapport Kaspar », tout est remis et qu'il y a une nouvelle accélération des réorganisations, des suppressions d'emplois etc. De plus « la démarche participative » de construction du plan stratégique ne sert qu'à justifier les choix des dirigeants en écartant toutes les propositions alternatives

Le moral des ménages dans les chaussettes

Selon l'Insee en mai 2013, *"la confiance des ménages baisse fortement"*. En chute de 10 points elle redescend à son minimum historique de juillet 2008. L'opinion des ménages sur leur situation financière future recule de 3 points, et l'opportunité de faire des achats importants a

aussi baissé de 3 points anticipant le risque du chômage.

Comme pour des criminels, le 23 mai à l'aube

5 militants CGT à Roanne, ont été arrêtés à leur domicile, pour refus de se soumettre au prélèvement ADN après leur condamnation injuste à une peine pour des actions syndicales en plein conflit des retraités en 2010. La loi est dure pour les salariés. En France le seul droit à l'organisation collective contesté et jamais définitivement acquis, c'est le droit syndical. Les différents ordres professionnels, les organisations patronales et d'entreprise sont bienvenus et souvent souhaités par les pouvoirs, mais le droit syndical est juste toléré et toujours à défendre.

Syndicalisation

12102 FNI en 2012, 10379 en 2013. Des bons résultats mais comme vient de le souligner le conseil national de la fédération réuni à Ronces les Bains, nous avons besoin d'engagement collectif pour hisser le nombre de nos syndiqués à hauteur des enjeux de l'affrontement avec la politique d'austérité. Osons tous proposer l'adhésion à la CGT.

International

Bangladesh

Depuis de nombreuses années la fédération CGT du commerce et des industries textiles se bat pour exiger des mesures concrètes et efficaces pour améliorer la sécurité et les conditions de travail dans ce secteur au Bangladesh. Le drame qui vient se dérouler (1200 morts dans l'incendie d'un immeuble-usine) nous rappelle l'urgence de la situation et l'accord qui vient d'être signé entre les organisations syndicales et les industries concernées va dans le bon sens. Soyons vigilants pour que les donneurs d'ordre le respectent.

Nouvelle Calédonie

La grève générale contre la vie chère en Nouvelle-Calédonie s'est achevée après 12 jours de mobilisations, lundi 27 mai dernier, aux termes de négociations entre intersyndicale, élus locaux et organisations patronales. L'accord conclu porte notamment sur la baisse des prix de produits de première nécessité.

L'accord porte notamment sur la baisse des prix immédiate de 10% de 300 produits alimentaires et d'hygiène, le gel des prix jusqu'à décembre 2014 et la mise en place au 1er juillet 2014 d'une Taxe générale sur l'activité (TGA), qui doit remplacer une série d'autres taxes.

Les Italiens manifestent contre l'austérité

"On ne peut plus attendre" et *"Il nous faut de l'argent pour vivre"*, pouvait-on lire sur les banderoles et calicots brandis par les 100 000 manifestants samedi 18 mai dans les rues de Rome. Les manifestants à l'appel du syndicat italien de la métallurgie CGIL-Fiom ont été rejoint par d'autres syndicats pour exiger notamment, *"le droit au travail, à l'instruction et à la santé"*. Ils protestaient contre la politique d'austérité et le taux de chômage élevé, enjoignant au gouvernement de coalition d'Enrico Letta de se concentrer sur la création d'emplois pour sortir la deuxième économie de la zone euro de la récession.

Portugal : grève générale le 27 juin 2013

La CGT du Portugal appelle les travailleurs à une grève générale pour s'opposer à de nouvelles mesures de rigueur. Et de protester en particulier contre la suppression de 30 000 emplois de fonctionnaires, l'augmentation du temps de travail et des cotisations sociales.

Pour le respect des droits en TURQUIE

Le mécontentement est grand en Turquie contre la politique du chef de gouvernement AKP et la répression policière féroce. La CGT soutient le mouvement d'union populaire, et en collaboration avec l'organisation syndicale DISK suit au plus près les événements et les initiatives qui peuvent être prises pour le respect des droits de l'homme en Turquie.

Je m'informe aussi sur :

Le site internet de l'UCR :

www.ucr.cgt.fr

Le site internet de l'UFR :

www.cgt-fapt.fr